

monsieur le président, de citer tous les chiffres et tous les indicateurs économiques qui prouvent dans quel marasme est plongée notre économie. Ces chiffres sont trop déprimants. N'oublions pas que les derniers emprunts du gouvernement ont été faits aux États-Unis et en Allemagne de l'Ouest. Les étrangers s'enrichissent et profitent de notre pauvreté. Notre politique à ce sujet est bien arrêtée.

Nous, du Crédit social, croyons que nous avons au pays tous les outils monétaires et fiscaux nécessaires pour nous occuper nous-mêmes de la mise en valeur de nos ressources. Nous avons d'abord la Banque du Canada, elle n'est pas loin d'ici, elle est tout prêt de nous, la banque qui appartient à tous les Canadiens, en somme, la banque du gouvernement. C'est à elle de financer les secteurs publics et parapublics en émettant des crédits nouveaux. L'outil est là, pourquoi ne pas s'en servir? Pourquoi toujours compter sur les étrangers pour nous sortir du marasme? Ce marasme est certainement à l'avantage de ceux qui nous prêtent et qui profitent, comme je l'ai dit tantôt, de notre désarroi, de notre pauvreté et de notre incapacité de monnayer la richesse de notre pays et de procurer à tous et à chaque Canadien une aisance honnête et juste, un régime de crédit au lieu d'un régime de dette, comme celui que nous connaissons actuellement et que le gouvernement semble vouloir perpétuer à tout jamais.

● (1702)

[Traduction]

M. Arnold Malone (Battle River): Monsieur l'Orateur, il y a neuf jours, lors de l'ouverture de la quatrième session de la 30^e législature, j'aurais eu de la peine à croire que la première fois que j'aurais l'occasion de m'adresser à la Chambre, ce serait dans le cadre d'un débat sur une demande du gouvernement pour l'autoriser à emprunter 17 milliards de dollars. C'est avec une immense tristesse que je me vois contraint de participer à la discussion d'un projet de loi alors que le débat sur le discours du trône n'est pas terminé, que deux lois ont été adoptées pour forcer le retour au travail de deux groupes de syndiqués, et qu'une mesure d'urgence a été présentée pour permettre au gouvernement d'emprunter une somme additionnelle de 17 milliards de dollars—la quatrième fois cette année qu'il demande au Parlement l'autorisation d'emprunter.

En accédant au pouvoir, il y a dix ans, notre premier ministre (M. Trudeau) avait un grand projet, un grand rêve. Il voulait doter le Canada d'une économie à l'américaine, d'un État à la britannique et d'une culture à la française. Après ses dix années de pouvoirs nous nous retrouvons avec une culture à l'américaine, un État à la française et une économie à la britannique. A mon sens, notre premier ministre est avant tout un «fin loup» qui exploite les Canadiens, en ce sens qu'il les a surtaxés, qu'il a dépensé et emprunté à outrance en leur nom, qu'il a poussé à l'extrême le dirigisme, et qu'il a fait tout cela sournoisement dans la plus grande clandestinité et le plus grand secret.

Le gouvernement a le front de demander au Parlement l'autorisation d'emprunter sans lui fournir de raisons. En agissant de la sorte, il fait fi de toute préoccupation d'ordre économique, de tout notre système judiciaire, et il semble partir du principe que du moment qu'il détient le pouvoir, il

peut exercer son autorité dictatoriale sur l'ensemble de notre pays. Il est honteux de la part du gouvernement de demander ainsi aux citoyens l'autorisation d'emprunter sans leur expliquer pourquoi.

Tout ce que l'on peut dire, ni plus ni moins, c'est que le gouvernement se moque éperdument de la population canadienne. Il s'imagine pouvoir agressivement demander de l'argent sans en préciser l'emploi. Comme les rois de jadis, il considère les citoyens comme des sujets, à tel point qu'ils n'ont plus le sentiment de vivre en démocratie.

Je trouve aberrant que les députés d'en face acceptent encore de siéger dans les rangs de la majorité, qu'ils veuillent donner leur appui à un gouvernement qui, à trois reprises déjà, a demandé au Parlement d'emprunter de l'argent et qui revient, une quatrième fois, la main tendue mais sans jamais dire à quelles fins cet argent servira. Il n'y a pas un particulier, ni un établissement ni une entreprise qui pourrait survivre s'il faisait preuve d'autant d'irresponsabilité.

Je suis impuissant, monsieur l'Orateur, à décrire la profonde déception que j'éprouve face à ce genre de tactique. Si l'on alignait tous les ministres des Finances qui ont fait partie du cabinet du premier ministre on s'apercevrait qu'en dépit de leur nombre leur influence a été éphémère. Le Canada n'a eu pour diriger son économie qu'une longue succession de blancs-becs ne connaissant rien aux affaires. Le gouvernement s'est attiré le mépris de la population canadienne si évident de nos jours de l'Atlantique au Pacifique et du pôle nord jusqu'à la frontière des États-Unis. C'est un juste retour des choses . . .

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Le ministre d'État (petite entreprise) (M. Abbott) invoque le Règlement.

M. Abbott: Monsieur l'Orateur, j'aimerais faire un rappel au Règlement. Le député me permettrait-il de lui poser une question?

M. Malone: Je ne permettrai pas au ministre d'État chargé de la Petite entreprise de me poser une question, monsieur l'Orateur. S'ils ne peuvent pas diriger le pays, comment peuvent-ils poser une question?

Des voix: Non, non!

Une voix: Poule mouillée.

M. Malone: Poule mouillée? Si le député veut traiter les gens de poules mouillées, qu'il déclenche des élections. Nous verrons où sont les poules mouillées. Je suis convaincu . . .

M. Abbott: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je crois comprendre d'après ce que me dit un de mes collègues à la Chambre que le député s'est permis une observation injurieuse à l'égard des députés francophones de notre gouvernement et de la Chambre. J'allais lui demander, puisque je ne l'ai pas bien entendue, de la répéter.

M. Malone: Monsieur l'Orateur, j'ai fait une observation injurieuse à l'égard du gouvernement dans son ensemble; non pas une observation touchant la nationalité ou la religion, mais une observation sur le gouvernement actuel. Ils n'ont pas volé cette observation qui leur colle à la peau. S'ils veulent traiter les gens de poules mouillées, qu'ils déclenchent des élections. Nous savons où les poules mouillées iront se percher.